Macron, Youpi, on est les premiers des meilleurs!

écrit par Daniel Faguet | 19 janvier 2024



MACRON CHEZ LES ULTRA-RICHES DE DAVOS



Davos ouvre ses portes. Macron va s'y montrer et faire la nique à tout le monde, fier comme un paon, devant plus de 2.800 dirigeants de 120 pays, dont plus de 60 chefs d'État.

La tendance générale du Forum de cette année est de promouvoir des solutions de "marché" pour diminuer les énergies fossiles, notamment en développant l'intelligence artificielle.

Content de lui, à Davos, Macron va pouvoir donner des leçons, descrologie au monde ébahi, la France étant à la pointe des engagements climatiques.

Non content d'être le Superducon de l'écologie il est aussi à la tête du pays qui lève le plus d'impôts et de redistribution. La France est le pays qui dépense le plus pour les aides sociales en pourcentage de son PIB (32,2%) mais n'arrive qu'en 2ème catégorie sur le Social Progress Index. Il semblerait donc qu'en France, les dépenses en aides pourraient être plus efficaces au niveau de la qualité et de l'étendue des prestations sociales. (Il y a de l'évaporation ? le réchauffement climatique ?)

Notre étude permet de comparer le système de protection sociale français à celui des autres pays développés : la France est clairement le pays qui dépense le plus dans les aides (32% du PIB, environ 15 000 \$ par habitant) mais elle ne figure pas parmi les pays où les indicateurs de progrès social et bien-être sont les plus élevés (Social Progress Index). Les dépenses en aides de la France pourraient donc être plus « efficaces ».

https://www.economiematin.fr/news-france-allocations-aides-s
ociales-champion-chiffres-terzikan

En 2020, le ministre Blanquer avait déclaré sur France 2 : « La France, à elle toute seule, représente 15 % des dépenses sociales dans le monde, alors qu'elle constitue 1 % de la population mondiale »

On est aussi les premiers pour sauver la planète. Il est sûr que Macron n'est pas le meilleur pour sauver les Français, mais peu lui importe, pourvu s'il sauve 7 milliards de terriens. À Davos, Macron va faire la démonstration que quand on veut, on peut, avec les lois, emmerder les Français pour être à la pointe des engagements climatiques.

Les PDG français s'engagent plus fortement en faveur du climat que leurs homologues étrangers, soumis à une réglementation plus contraignante que leurs homologues étrangers, selon l'enquête annuelle du cabinet PwC auprès de dirigeants d'entreprise. Les entreprises françaises agissent plus que les autres,

Conséquence : les patrons français sont aussi ceux qui prennent <u>le plus de mesures concrètes</u> pour lutter contre le réchauffement climatique — Au niveau global, si 30 % « seulement » des dirigeants mondiaux pensent que le climat les poussera à transformer leur entreprise dans un futur proche, les PDG français sont 53 % à partager cette conviction.

La prise de conscience de l'urgence d'une transformation est beaucoup plus forte en France », où les entreprises agroalimentaires se préparent à changer leurs productions, quand d'autres repensent leurs bâtiments, leur fonctionnement interne, leurs chaînes d'approvisionnement... En s'appuyant moins que les autres — c'est tout le paradoxe français — sur les innovations technologiques, perçues comme moins essentielles que la réglementation pour agir. 62 % citent les normes, lois et règlements comme le principal vecteur de changement (contre 47 % au niveau mondial), tout en les identifiant comme un frein (à 42 %). La bureaucratie est donc perçue à la fois comme un moteur et comme une contrainte limitant les transformations.

Ils se montrent aussi plus frileux vis-à-vis des innovations technologiques, perçues par les autres dirigeants dans le monde comme un levier majeur d'action. Seuls 56 % des dirigeants français considèrent que l'intelligence artificielle générative aura une influence considérable sur la façon dont leur entreprise « crée, fournit et capte de la valeur » à l'avenir… contre 70 % au niveau mondial. Un attentisme qui pourrait, demain, transformer l'« avance » des Français… en retard.

https://www.lepoint.fr/economie/a-davos-la-france-a-la-point
e-des-engagements-climatiques-15-01-2024-2549800_28.php

Un risque à prendre au moment où l'industrie Française est

menacée d'une récession imminente ? (Rexecode), Charles-Henri Colombier est directeur du centre de Recherche pour l'Expansion de l'Économie et le Développement des Entreprises. On constate une chute de l'indice PMI manufacturier en France.

L'indice PMI manufacturier mesure le climat des affaires à la lumière du sentiment exprimé par les directeurs d'achats. Le niveau de 42,1 qu'il a atteint en décembre (50 représente le seuil d'expansion) laisse peu de doute quant à l'existence d'une situation récessive pour l'industrie, en France mais aussi en Europe plus largement.

Est-ce le bon moment de fragiliser nos industries et l'agriculture par des mesures écolodingos quand l'Asie, l'atelier du monde va construire 600 centrales à charbon (300 en Chine) La France émet 0,9% du CO2 mondial, L'industrie française ne représente que 18% et l'agriculture 19% de nos émissions, c'est à dire rien dans les émissions mondiales.

https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/climat/les-em
issions-de-gaz-a-effet-de-serre-et-l-empreinte-carboneressources/article/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-dusecteur-de-l-industrie-manufacturiere

Est-ce le bon moment d'infliger des mesures écologiques sur de mauvaises performances économiques et l'effondrement de deux secteurs essentiels, l'industrie et l'agriculture ? La France est devenue le pays le plus désindustrialisé d'Europe, Grèce mise à part. Notre secteur industriel ne représente plus que 10 % du PIB, alors que celui de l'Allemagne est de 23%.

En même temps, la cour des comptes indique au gouvernement qu'une action puissante sur les dépenses publiques est nécessaire [...] ll faut trouver chaque année 12 milliards d'économies, soit un cumulé, d'ici à 2027, de 60 milliards

». Elle s'inquiète de ce que les pouvoirs publics paraissent incapables d'y parvenir.

Nous en sommes donc à espérer une économie de 60 milliards d'euros sur l'ensemble des comptes publics pour les cinq prochaines années, en craignant que l'objectif soit inatteignable. Pour les seules dépenses sociales, il faudrait rechercher 160 milliards d'euros d'économies!

La France est très loin de pouvoir ramener ses dépenses sociales à un niveau aligné sur celui des autres pays européens, elle n'en prend guère le chemin. Avant-hier soir Macron a ajouté quelques dépense sociales, en diminuant les impôts. Des dépenses financées par la dette ?

La France est ruinée mais généreuse et écologique.

https://www.contrepoints.org/2024/01/11/469138-le-vrai-nivea
u-de-nos-depenses-sociales

Daniel Faguet